

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2489

8 octobre 2013

SOMMAIRE

Aberro S.A.	119472	Melando S.à r.l.	119452
Baltimore S.A.	119435	M&M Immobilien S.A.	119435
C8 La Tour S.à r.l.	119431	Openregistry S.A.	119456
CFLJ S.à r.l.	119428	Orli Lux S.à r.l.	119435
CHDA Liegenschaftsverwaltung S.à r.l.	119428	Palace Street II	119438
Cidiho S.à r.l.	119428	Poland Retail Topco II S.à r.l.	119432
Comptoir Foncier de Niederkorn S.A.	119434	Poland Retail Topco S.à r.l.	119433
Copalme S.A.	119431	Praxis für Psychotherapie / Institut für Achtsamkeit Region Saar-Lor-Lux-Trier	119433
Cosmetti Holding S.A.	119431	Regenbogenzwei S.A.	119432
Cotonil Investments S.à r.l.	119434	Rockpoint TRE I Properties S.à r.l.	119432
Cytolnat International S.A.	119426	SCOP Luxembourg 2007 S.à r.l.	119426
Delfi Asset S.A.	119435	Siena Investments S.A.	119433
Doduco S.à r.l.	119429	SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13” Be- teiligung S. à r.l.	119434
Duktus S.A.	119434	Simon & Samson S.à r.l.	119426
E Ebco S.à r.l.	119430	Simon & Samson S.à r.l.	119427
Fairacre Plus 2 (Lux) S.à r.l.	119430	Simon & Samson S.à r.l.	119426
FARACO, Anciens Etablissements Eug. Hamilius S.A.	119428	Sincro Sicav	119446
F Ebco S.à r.l.	119431	Sireo Immobilienfonds No. 4 Milano III S.à r.l.	119432
Fertitrust S.A.	119430	S.L. Invest S.à r.l.	119436
Forresta (Luxembourg) S.A.	119430	Socclair Equipements S.A.	119427
Go To Market S.à r.l.	119426	Socoda S.A.	119431
Greenlake Immobilier S.A.	119427	SOLSTISSE	119432
Greenlake Immobilier S.A.	119427	Stratégie et Conseil S.à r.l.	119433
Hexpol Compounding S.à r.l.	119428	Terranum Lux Ventures I	119433
Himachal S.A.	119429	Trade Immo S.à r.l.	119471
Hoche Partners Trust Services S.A.	119429	Trinseo Materials S.à r.l.	119437
House Impex S.A.	119430	Zaphir BP Holding S.à r.l.	119452
Hudson's Bay Company Luxembourg S.à r.l.	119429	ZithaServices S.A.	119427
Lonkesco Limited	119459		
Lux Chemical Invest S.A.	119434		

SCOP Luxembourg 2007 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 126.853.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2013.

Référence de publication: 2013117603/11.

(130142699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Simon & Samson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 82A, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 56.866.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2006 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Référence de publication: 2013117616/12.

(130142686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Simon & Samson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 82A, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 56.866.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2007 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Référence de publication: 2013117617/12.

(130142690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Cytolnat International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 85.880.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013117844/10.

(130143471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Go To Market S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8028 Strassen, 35, rue Mathias Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 158.453.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118817/9.

(130144203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Greenlake Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 139.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118819/9.

(130144372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Simon & Samson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 82A, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 56.866.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2009 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Référence de publication: 2013117619/12.

(130142703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Soclair Equipements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 7, rue Kalchesbrück.

R.C.S. Luxembourg B 17.638.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013117625/12.

(130142268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

ZithaServices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 30, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 149.349.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013117730/12.

(130142269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Greenlake Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 139.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118820/9.

(130144373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

CFLJ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013118725/10.

(130144445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

CHDA Liegenschaftsverwaltung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 124.323.

Dépôt rectificative du dépôt L130144000

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118726/10.

(130144362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Cidiho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 162.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013118727/10.

(130144355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Hexpol Compounding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9944 Beiler, 26, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 163.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013118827/10.

(130144258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

FARACO, Anciens Etablissements Eug. Hamilius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4205 Esch-sur-Alzette, 12, rue Lankelz.

R.C.S. Luxembourg B 5.382.

Extrait du Procès-Verbal du Conseil d'Administration Extraordinaire du 23 juillet 2013

Il résulte du Conseil d'Administration Extraordinaire tenu en date du 23 juillet 2013 que suite au décès de Monsieur Benoît Dupont, président du conseil d'administration, en date du 15 juillet 2013, le fonctionnement de la société Faraco S.A. est maintenu jusqu'à la nomination d'un nouveau président du conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Benoît Dupont.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FARACO S.A.

Référence de publication: 2013118792/14.

(130144525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Himachal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 139.258.

Extrait des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de façon exceptionnelle en date du 26 avril 2013

9^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas MIN, demeurant au 15, rue Leck, L-8390 Nospelt (Grand-Duché de Luxembourg) et le mandat d'administrateur de Monsieur Yves THIEBAUT, demeurant au 4, avenue Champel, CH-1206 Genève (Suisse), jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013118828/14.

(130144573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Hoche Partners Trust Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 110.094.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 13 août 2013

L'Assemblée générale décide de nommer Monsieur Samba Kane, expert-comptable, né le 12 janvier 1982 à Pontoise (France), résidant professionnellement à L - 1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie en tant qu'Administrateur de la Société avec effet immédiat pour une durée de six ans.

Pour extrait
Pour la Société

Référence de publication: 2013118829/13.

(130144161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Hudson's Bay Company Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 1.536.514,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 140.409.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 août 2013.

Référence de publication: 2013118825/11.

(130144179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Doduco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 121.570,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 153.900.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg au:

- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 19 août 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Doduco S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013118744/16.

(130144230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Fertitrust S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 11.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FERTITRUST S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013118794/11.

(130144590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

E Ebco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 178.440.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 août 2013.

Référence de publication: 2013118756/11.

(130144185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Fairacre Plus 2 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 124.617.

En date du 20 septembre 2011, le siège social de l'associé unique Fairacre Plus (Lux) S.à r.l. a été transféré du 67, Rue
Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013118786/12.

(130144220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Forresta (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 153.304.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 19/08/2013.

Référence de publication: 2013118789/10.

(130144222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

House Impex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 47, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 105.141.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013118831/10.

(130144257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

F Ebco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 50.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.441.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2013.

Référence de publication: 2013118785/11.

(130144188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Socoda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 35.139.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 19 Août 2013.

Pour SOCODA S.A.

World Hopper s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013119022/13.

(130144144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

C8 La Tour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 130.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013118740/10.

(130144715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Copalme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.264.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013118735/10.

(130144586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Cosmetti Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 107.193.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013118736/10.

(130144681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Sireo Immobilienfonds No. 4 Milano III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 127.802.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013118991/10.

(130144149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Regenbogenzwei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.032.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

REGENBOGENZWEI S.A.

Référence de publication: 2013118977/11.

(130144591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Rockpoint TRE I Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 139.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2013118972/11.

(130144221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Poland Retail Topco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.013.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118948/9.

(130144505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

SOLSTISSE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 139.031.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 20 juillet 2013.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2013119024/13.

(130144736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Poland Retail Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 160.771.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118949/9.

(130144506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Praxis für Psychotherapie / Institut für Achtsamkeit Region Saar-Lor-Lux-Trier, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 162.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013118952/11.

(130144146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Stratégie et Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.
R.C.S. Luxembourg B 158.082.

Résolutions des Associés prises à Luxembourg en date du 26 juillet 2013:

- L'Assemblée a nommé en qualité de gérante pour une durée indéterminée Madame Monique RICHARD, employée, née le 2 octobre 1969 à B-Verviers, domiciliée au 351 rue du Bois de Loo B - 6717 Attert.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118996/11.

(130144397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Siena Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 81.578.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013119018/10.

(130144594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Terranum Lux Ventures I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 452.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 168.908.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Malcolm Wilson

Mandataire

Référence de publication: 2013119035/13.

(130144614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Duktus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 67.266.

Auszug aus dem Beschluss der Hauptversammlung, abgehalten am 28. Juni 2013

Sitzverlegung

Die Hauptversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung den Gesellschaftssitz von L-2311 Luxembourg, 55-57, Avenue Pasteur nach L-2220 Luxembourg 681, rue de Neudorf zu verlegen.

Référence de publication: 2013117851/11.

(130143557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Cotonil Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 149.543.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Elliot GREENBERG, gérant A, est désormais la suivante: 40, West 57th Street, 4^{ème} étage, NY 10019 New York, Etats-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 16 août 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour COTONIL INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013117842/13.

(130143429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Comptoir Foncier de Niederkorn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 94.089.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013117838/10.

(130143447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13” Beteiligung S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 142.453.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2013118104/11.

(130143361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Lux Chemical Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 103.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118896/9.

(130144364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

M&M Immobilien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 146.072.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013118900/9.

(130144390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Orli Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 136.357.

Extrait des résolutions prises par l'associé en date du 14 août 2013

Il est porté à connaissance à qui de droit que le siège social du gérant de la société, à savoir «Lux Business Management S.à r.l.», a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert Poste, L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, avec effet au 18 avril 2011.

Luxembourg, le 14 Août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013117506/16.

(130142723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Baltimore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 65.948.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 25 juillet 2013

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la société MGI FISOGEST S.à r.l. avec siège social 681, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg, pour une durée de 4 ans. Ce mandat prendra fin en 2017 à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2016.

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société du 55-57, avenue Pasteur à L-2311 Luxembourg au 681, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg.

Référence de publication: 2013117796/13.

(130143502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Delfi Asset S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 150.505.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Jahreshauptversammlung der Gesellschaft vom 7. August 2013 geht hervor, dass:

- das Mandat von Herrn Richard Andres als Buchprüfer der Gesellschaft bis zur ordentlichen jährlichen Hauptversammlung, die im Jahr 2014 stattfinden wird, verlängert wurde,
- die Mandate von Herrn Jörg Wahlers, Herrn Dr. Peter Delwing und Herrn Laurent Turmes als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft bis zur ordentlichen jährlichen Hauptversammlung, die im Jahre 2016 stattfinden wird, verlängert wurden.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013118300/16.

(130143842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

S.L. Invest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 69.254.

L'an deux mille treize, le huit août

par devant nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société SL Invest S.à r. l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée («S.à r.l.») régie par les lois du Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg («RCSL»), sous le numéro B 69.254 et constituée suivant acte du 30 mars 1989 du notaire Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié le 17 Juin 1999 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association («Mémorial»), numéro n°462 (page 22.166).

L'assemblée est ouverte à 14.30 sous la présidence de Mme. Stefania SALINARDI, employée privée, demeurant professionnellement au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 74 Avenue Victor Hugo, Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Stefania SALINARDI, précitée.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter de ce qui suit:

I. L'associé unique présent ou représenté, les mandataires de l'associé unique, ainsi que le nombre de parts qu'il détient, sont indiqués sur une liste de présence qui, signée par l'associé présent ou par les mandataires de l'associé représenté, par les membres du bureau et par le notaire soussigné. La prédite liste ainsi que les procurations signées «ne varietur» resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence que les huit-cents (800) parts d'une valeur nominale de cent vingt-trois euro et quatre-vingt-quatorze cents euros (EUR 123,94.-), représentant l'intégralité du capital social sont représentées à l'assemblée générale extraordinaire.

III. La Société a donc un capital social émis de quatre-vingt-dix-neuf mille euro cent cinquante-sept euros et quarante-un cents (EUR 99.157,41.-), représenté par huit-cents (800) actions d'une valeur nominale cent vingt-trois euro et quatre-vingt-quatorze cents (EUR 123,94.-) chacune;

IV. L'associé unique déclare avoir été dûment informé à l'avance de l'ordre du jour de l'assemblée et a renoncé à toutes exigences et formalités de convocation. L'assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour (l'«Ordre du jour») suivant:

Ordre du jour

- 1) Décision sur la mise en liquidation de la Société;
- 2) Décharge au gérant de la Société;
- 3) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
- 4) Divers.

L'Assemblée après avoir approuvé l'exposé du président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes, à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'Assemblée décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de donner décharge pleine et entière au gérant.

Troisième résolution

L'Assemblée désigne comme liquidateur Madame Stefania SALINARDI (le «Liquidateur»), résidant professionnellement au 17, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, auquel sont conférés les pouvoirs prévus par les dispositions légales en vigueur.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée de temps à autre (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la Société des avances sur le produit de la liquidation. Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

PLUS RIEN NE FIGURANT A L'ORDRE DU JOUR ET PERSONNE NE DEMANDANT LA PAROLE, LA SEANCE EST LEVEE.

Évaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 1300.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Salinardi, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 09 août 2013. LAC/2013/37486. Reçu douze euros EUR 12,-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013118518/73.

(130143788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Trinseo Materials S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 162.639.

L'an deux mille treize, le premier août,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Styron Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 153.582 (ci-après l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Linda Sodomova, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 juillet 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de Trinseo Materials S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 162.639, constituée suivant acte notarié en date du 29 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 2359 du 4 octobre 2011.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 8 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 2065 du 21 août 2012.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, dans ses versions anglaise et française la 1^{ère} phrase de l'article 2.1. des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

" **2.1.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

119438

Version française:

« **2.1.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution:

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier avec effet immédiat l'adresse professionnelle d'un des gérants de la Société, Ailbhe Jennings, et de la fixer à la nouvelle adresse du siège social de la Société, savoir L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide de modifier avec effet immédiat l'adresse de son siège social et de la fixer à la nouvelle adresse, savoir L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Findel, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Sodomova et M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 6 août 2013. REM/2013/1428. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 16 août 2013.

Référence de publication: 2013118567/52.

(130143743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Palace Street II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 179.560.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of July.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

3i Holdings plc, a public limited company, incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at 16 Palace Street, London, SW1E 5JD, United Kingdom, and registered with the Companies House, under number 2591431,

duly represented by Juan Rubio, juriste, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in London, on 19 July 2013.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as here-above stated, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name "Palace Street II" (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Company Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office of the Company may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers (as used in these Articles, "board of managers" means the sole manager if the said board consists of a single manager only) of the Company. The registered office may further be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders (as used in these Articles, "general meeting of shareholders" means the sole shareholder if there is no more than one shareholder) adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (other than in the United Kingdom) by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad (other than to the United Kingdom) until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Purpose.

3.1. The purpose of the Company is the management and administration of Palace Street II Fund, a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in the form of a société en commandite par actions (the "Fund"), pursuant to the law of 13 February 2007 relating to the specialised investment funds (the "Law of 2007") and as the case may be of other specialised investment funds to be created in the future and which would be initiated by 3i Group plc or any of its affiliates.

The Company may in addition provide to the investment funds it manages secretarial, accounting and any other services authorised by applicable laws and regulations and may take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

3.2. The Company may also invest its funds in any asset permitted by Luxembourg law and consistent with its purpose.

3.3. The Company may contract any form of borrowings and issue bonds, debentures and any other debt instruments within the limits of the law.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited period.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or other similar event affecting one or more of its shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty five (125) shares, each share being in registered form and having a par value of one hundred euro (EUR 100.-). All shares have been subscribed and are fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or more times by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Without prejudice to the provisions of articles 15 below, each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties. If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company. A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code. For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Company Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Company Law and may be examined by each shareholder who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. Manager(s) need not be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time without cause (ad nutum) by a decision of the shareholders.

7.3. The board of managers shall be composed of a majority of managers having their professional residence in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Company Law or these Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the board of managers, which shall be empowered to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and the provisions of the Law of 2007.

8.2. Special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more agents, whether shareholders or not, by the board of managers or any two managers.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice. The meetings of the board of managers will be held in the Grand Duchy of Luxembourg at a date, time or place to be determined by the board of managers.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state that they were duly informed and had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by a consent in writing, whether in original, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy (provided that no United Kingdom resident manager may be appointed as a proxy of another manager).

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are valid if approved by a majority of the votes cast. Resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by all managers present or represented at the meeting (resolutions will not be signed from the United Kingdom).

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication (other than from the United Kingdom) allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. Participation in a meeting by such means is deemed to constitute participation in person at such meeting.

9.7 The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers of the Company or by the joint or single signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated by the board of managers or any two managers in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company provided that such commitment is in compliance with these Articles and with applicable laws.

IV. General Meetings**Art. 12. General meetings of the shareholders of the Company.**

12.1. If the Company is owned by a sole shareholder, such shareholder shall have all powers conferred by the Company Law to the general meeting of shareholders.

12.2. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of shareholders may be taken without a meeting by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders, whether in original to their address inscribed in the register of shareholders held by the Company at least three business days before the proposed effective date of the resolutions (except for unanimous written resolutions, which may be passed without prior notice) or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the resolution. Signatures of shareholders may appear on a single document or on multiple counterparts of an identical resolution and may be evidenced by original or facsimile or scanned signature. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

12.3. Each share is entitled to one vote.

12.4. Except as otherwise provided for by law, decisions of the shareholders (be they taken at a general meeting or by circular resolution) shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. However, (i) decisions concerning the amendment of the Articles are taken by (a) a majority of the shareholders (b) representing at least three quarters of the issued share capital and (ii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 13. Accounting year and Annual accounts.

13.1. The financial year of the Company shall begin on 1 April of each year and end on 31 March of the following year.

13.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts shall be established, and the board of managers shall prepare a balance sheet setting out the Company's assets and liabilities and the profit and loss accounts.

Art. 14. Allocation of Profits.

14.1. The gross profits of the Company as stated in its annual accounts, after deduction of general expenses and amortisation, shall constitute the Company's net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be annually allocated to the statutory reserve, until the reserve is equal to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital but shall again become compulsory if the reserve falls below ten per cent.

14.2. To the extent permitted by law and after allocation of the statutory reserve in Article 14.1 above, the board of managers may decide to pay interim dividends to the shareholders under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the board of managers;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as decided by the general meeting.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be shareholders or managers, appointed by resolution of the general meeting of shareholders, which will determine the powers and remuneration of the liquidators. Unless otherwise provided in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be vested with the broadest powers available under applicable law for the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company.

15.2. The surplus resulting from the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by them.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the applicable Company Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and end on 31 March 2014.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the appearing party previously named and represented as stated here above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up the following shares:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares
3i Holdings plc	12,500	125
TOTAL	12,500	125

The above amount is now at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which must be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately following the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital of the Company, passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Antoine Clauzel, born in Reims, France on 12 December 1952, professionally residing at 9 Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- François Bourgon, born in Phalsbourg, France on 29 December 1969, professionally residing at 4, rue Jean Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Stéphane Weyders, born in Arlon, Belgium, on 2 January 1972, professionally residing at 151 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 9 Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who speaks and reads English, states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version, and in case of any conflict in meaning between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trentième jour du mois de juillet.

Pardevant Nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

3i Holdings plc, une société à responsabilité limitée (public limited company), constituée selon le droit britannique, ayant son siège social au 16 Palace Street, Londres, SW1E 5JD, Royaume-Uni, et enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 2591431,

dûment représentée par Juan Rubio, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration faite à Londres, le 19 février 2013.

La procuration prémentionnée, signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès-qualité, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée par le présent acte:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Palace Street II" (ci-après, la "Société"), qui sera régie par les dispositions des lois Luxembourgeoises, en particulier par la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la "Loi sur les Sociétés"), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les "Statuts").

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social de la Société peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par une décision du conseil de gérance (aux fins de ces Statuts, "conseil de gérance" désigne le gérant si ledit conseil se compose d'un seul gérant) de la Société. Le siège social peut aussi être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés (aux fins de ces Statuts, "assemblée générale des associés" désigne l'associé unique s'il n'y a pas plus qu'un associé) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux de la Société peuvent être créées, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger (à l'exclusion du Royaume-Uni), par décision du conseil de gérance de la Société. Lorsque le conseil de gérance estime que les développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et des personnes se trouvant à l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger (à l'exclusion du Royaume-Uni), jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet Social.

3.1. L'objet social de la Société est la gestion et l'administration de Palace Street II Fund, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé créée sous la forme d'une société en commandite par actions (le "Fonds"), conformément à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la "Loi de 2007") et, le cas échéant, d'autres fonds d'investissement spécialisés créés à l'initiative de 3i Group plc ou toute filiale à l'avenir.

Par ailleurs, la Société pourra fournir aux fonds d'investissement qu'elle gère des services de secrétariat, comptabilité et tout autre service autorisé par les lois et réglementations applicables et pourra prendre toute mesure ainsi que réaliser toute opération qui lui semble utile à la réalisation et au développement de son objet social.

3.2. La Société peut également investir ses fonds dans tout actif autorisé en droit luxembourgeois et compatible avec son objet social.

3.3. La Société peut contracter des emprunts sous toute forme et émettre des obligations, certificats de créance et autres titres de dette dans les limites de la loi.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs de ses associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500.-) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales nominatives, ayant une valeur nominale de cent euro (EUR 100.-) chacune. Toutes les parts ont été souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à tout moment par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Sans préjudice des dispositions de l'article 15 ci-après, chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés ou, s'il n'y a pas plus d'un associé, à des tiers. Si la Société a plus d'un associé, la cession de parts sociales à des non-associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du code civil. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés et peut être consulté par chaque associé qui en fait la demande.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une décision de l'assemblée générale des associés qui fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne doit(en)t pas nécessairement être associé(s).

7.2. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment sans motif (ad nutum) par décision des associés.

7.3. Le conseil de gérance sera composé d'une majorité de gérants ayant leur résidence professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs qui n'ont pas été expressément réservés par la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société et aux dispositions de la Loi de 2007.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le conseil de gérance ou par deux gérants.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans la convocation. Les réunions du conseil de gérance seront tenues au Grand-Duché de Luxembourg à une date, une heure et un lieu fixés par le conseil de gérance.

9.2 Une convocation écrite pour toute réunion du conseil de gérance sera transmise à tous les gérants au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure fixée pour la réunion, sauf cas urgent, dont la nature devra être spécifiée dans l'avis de convocation de la réunion.

9.3 Aucun avis de convocation n'est requis si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent qu'ils ont été dûment informés et ont pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Les gérants pourront renoncer à recevoir un avis de convocation en donnant tous leur consentement par écrit, soit en original, par télécopie ou e-mail ou tout autre moyen de communication similaire.

9.4 Tout gérant peut agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire (un gérant résidant au Royaume Uni ne peut être désigné comme mandataire d'un autre gérant).

9.5 Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance seront valables si elles sont prises à la majorité des votes exprimés. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion (les décisions ne seront pas signées au Royaume-Uni).

9.6 Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire (d'un lieu autre que le Royaume-Uni) permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre et se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à cette réunion.

9.7 Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par cable ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants de la Société ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués par le conseil de gérance ou à deux gérants conformément à l'article 8.2. de ces Statuts.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements valablement pris par eux au nom de la Société à condition que ces engagements soient en conformité avec les Statuts et les lois applicables.

IV. Assemblées générales

Art. 12. Assemblées générales des associés de la Société.

12.1. Si la Société est détenue par un associé unique, cet associé exercera tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les Sociétés à l'assemblée générale des associés.

12.2. S'il n'y a pas plus de vingt-cinq associés, les décisions des associés peuvent être prises sans assemblée par résolutions circulaires, dont le texte sera envoyé à tous les associés soit en original à l'adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins trois jours ouvrables avant la date effective proposée de la résolution (excepté pour les résolutions écrites adoptées à l'unanimité qui pourront être passées sans que ce délai ne soit respecté) ou par fax ou e-mail. Les associés exprimeront leur vote en signant les résolutions circulaires. Les signatures des associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies de résolutions identiques et peuvent être exécutées en original ou par télécopie ou par signature scannée. Chaque associé peut désigner pour le représenter aux assemblées générales des associés toute personne ou entité comme son mandataire en vertu d'une procuration écrite donnée par lettre, télégramme, télex, fax ou e-mail.

12.3. Chaque part sociale donne droit à une voix.

12.4. Si ce n'est autrement prévu par la loi, les décisions des actionnaires (qu'elles soient prises à l'assemblée générale ou par résolution circulaire) ne sont valablement adoptées que si elles sont approuvées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou à la première résolution circulaire, les actionnaires seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants quelle que soit la portion du capital représentée. Cependant, (i) des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (a) une majorité des associés (b) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (ii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société devront être prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 13. Exercice social - Comptes annuels.

13.1. L'année sociale de la Société commence le 1 avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

13.2. A la fin de chaque exercice social de la Société, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance dresse un bilan indiquant l'actif et le passif de la Société et des comptes de profits et pertes.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Le bénéfice brut de la Société comme indiqué dans ses comptes annuels, après déduction des frais généraux et amortissements, constitue le bénéfice net de la Société. Un montant de cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société sera alloué annuellement à la réserve légale, jusqu'à ce qu'elle atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Ce prélèvement reprend du moment que ce dixième est entamé.

14.2. Pour autant que ce soit permis par la loi et après affectation à la réserve légale telle que prévue à l'article 14.1 ci-dessus, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes aux associés dans les conditions suivantes:

- (i) des comptes intermédiaires sont établis par le conseil de gérance;
- (ii) ces comptes intermédiaires montrent que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour la distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intermédiaires est prise par l'assemblée générale des associés dans les deux (2) mois à compter de la date des comptes intermédiaires;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, en tenant compte des actifs de la Société; et
- (v) si les acomptes sur dividendes payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent rembourser l'excès à la Société.

14.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes en parts au lieu de dividendes en espèces aux termes et conditions tel que décidé par l'assemblée générale.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, ne devant pas nécessairement être associé(s) ou gérant(s), nommés par décision de l'assemblée générale des associés, qui déterminera les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs. Sauf disposition contraire prévue dans la décision de l'associé(s) ou par la loi, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus prévus par la législation applicable pour la vente des actifs et le paiement des dettes de la Société.

15.2. Le surplus résultant de la vente des actifs et le paiement des dettes de la Société sera distribué aux associés au prorata des parts sociales détenues par eux.

VII. Dispositions Générales

Pour ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents Statuts, il y a lieu de se référer à la Loi sur les Sociétés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et se termine le 31 mars 2014.

Souscription - Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, la comparante précédemment nommée et représentée tel qu'indiqué ci-dessus, déclare avoir souscrit l'intégralité du capital social de la Société et avoir entièrement libéré les parts sociales suivantes:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts sociales
3i Holdings plc	12.500	125
TOTAL	12.500	125

Le montant ci-dessus est à présent à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire soussigné.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations et frais de quelque forme que ce soit qui doivent être supportés par la Société suite à sa constitution sont estimés à environ EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit de la Société, a adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société pour une durée illimitée:

- Antoine Clauzel, né à Reims, France, le 12 décembre 1952, de résidence professionnelle au 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

119446

- François Bourgon, né à Phalsbourg, France, le 29 décembre 1969, de résidence professionnelle au 4, rue Jean-Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Stéphane Weyders, né à Arlon, Belgique, le 2 janvier 1972, de résidence professionnelle au 151, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est situé au 9, Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. RUBIO et G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 août 2013. Relation: LAC/2013/37512. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013118480/423.

(130144126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Sincro Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.661.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth of July.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of Shareholders of SINCRO SICAV (hereafter referred to as the "Fund"), a Société d'investissement à capital variable, having its registered office in 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 116.661), incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, on May 29, 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 1138 of June 12, 2006.

The meeting was opened at 11:00 a.m. under the chairmanship of Mr. Sylvain FERAUD, private employee, residing professionally in Luxembourg, who appointed as Secretary Mrs. Laetitia GORLINI, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as Scrutineer Mr. Grégory NICOLAS, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The Bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The Agenda of the meeting was the following:

1. Replacement of any reference to the law of 20 December 2002 by reference to the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Law") and implementing the so-called UCITS IV EU Directive in articles 3, 5 and 8 of the Articles of Incorporation;

2. Insertion of two new paragraphs at the end of Article 12 of the Articles of Incorporation which shall read as follows:

By derogation to the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Fund is not required to send the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report to the registered shareholders at the same time as the convening notice to the annual general meeting. The convening notice shall indicate the place and practical arrangements for providing these documents to the shareholders and shall specify that each shareholder may request that the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report are sent to him.

The convening notices to general meetings of shareholders may provide that the quorum and the majority at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise a voting right attaching to his shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

3. Update of Article 14 of the Articles of Incorporation to precise that the Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest, and more specifically to appoint a Management Company in accordance with Chapter 15 of the Law.

4. Update of Article 18 of the Articles of Incorporation to precise that as remuneration for their activities, the general meeting of shareholders may allocate to the directors a fixed annual sum as directors' fees and that the directors may be reimbursed for expenses incurred for the Fund to the extent that they are deemed reasonable;

5. Insertion in Article 22 of the Articles of Incorporation of two new cases of suspension of the Net Asset Value calculation and of the issue, conversion and redemption of shares:

- as soon as the decision to liquidate one or more Sub-Funds is taken or in case of the Fund's dissolution;
- during any period when any Sub-Fund of the Fund is a feeder of a master UCITS which is itself entitled to suspend the redemption or subscription of its shares, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities; the determination of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of shares shall be suspended within the same period of time as the master UCITS;

6. Update of article 28 (renamed 27) of the Articles of Incorporation in accordance with Chapter 8 of the Law concerning mergers;

7. Insertion of a new article 28 in the Articles of Incorporation offering the possibility for the Fund to deal in its own shares according to article 181(8) of the Law;

8. Insertion of a new article 29 in the Articles of Incorporation on master-feeder structures as detailed in Chapter 9 of the Law;

9. Miscellaneous

- a) Replacement of the term "Company" by the one of "Fund" in the Articles of Incorporation;
- b) Replacement of the terms "Class" and "Sub-Class" by the ones of "Sub-Fund" or "Category" in the Articles of Incorporation, depending on the context;
- c) Formal reorganization of the Articles of Incorporation.

II. The Shareholders were convened to the Meeting by letters containing the Agenda, sent to them by mail on June 11, 2013 as well as published in the Luxembourg Wort, Tageblatt and Memorial on June 14, 2013 and July 1, 2013.

III. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the present shareholders, the proxies of the represented shareholders, the bureau of the Meeting and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. It appears from the attendance list that, out of twenty-two thousand eight hundred and seventy (22,870) shares in circulation, seven thousand one hundred and thirty-six (7,136) shares are represented at the meeting.

V. A first meeting of shareholders duly convened, was held on June 4, 2013 in order to decide on the same agenda. This meeting could not take any decision because the legal quorum of presence was not met.

VI. As a result of the foregoing, the present meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the Agenda.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting decided to replace any reference to the law of 20 December 2002 by reference to the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment and implementing the so-called UCITS IV EU Directive in articles 3, 5 and 8 of the Articles of Incorporation.

Second resolution

The Meeting decided to insert two new paragraphs in article 12 of the Articles of Incorporation which shall now read as follows:

Art. 12. Convening of General Meetings. Shareholders will meet upon call by the Board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

Notice shall be published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper to the extent required by Luxembourg law, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

By derogation to the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Fund is not required to send the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report to the registered shareholders at the same time as the convening notice to the annual general meeting. The convening notice shall indicate the place and practical arrangements for providing these documents to the shareholders and shall specify that each shareholder may request that the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report are sent to him.

The convening notices to general meetings of shareholders may provide that the quorum and the majority at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general

meeting and to exercise a voting right attaching to his shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

Third resolution

The Meeting decided to update Article 14 of the Articles of Incorporation in order to precise that the Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest, and more specifically to appoint a Management Company in accordance with Chapter 15 of the Law.

Article 14 will henceforth read as follows:

Art. 14. Bureau of the Board of Directors. The Board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest, and more specifically to appoint a Management Company in accordance with Chapter 15 of the Law.

The Board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of directors and of the shareholders. The Board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of directors, but in his absence the shareholders or the Board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of directors from time to time may appoint the officers of the Fund, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Fund. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of directors.

Written notice of any meeting of the Board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or facsimile of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of directors.

Any director may act at any meeting of the Board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of directors. Directors may not bind the Fund by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of directors.

The Board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The Board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Fund or to any other contracting parties.

A director may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board of directors by means of a telephone conference or other telecommunications equipment by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other, provided that the vote be confirmed in writing.

The directors, acting unanimously by a circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by telex, cable, telegram or facsimile transmission confirmed in writing which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Fourth resolution

The Meeting decided to update Article 18 of the Articles of Incorporation in order to precise that as remuneration for their activities, the general meeting of shareholders may allocate to the directors a fixed annual sum as directors' fees and that the directors may be reimbursed for expenses incurred for the Fund to the extent that they are deemed reasonable.

Article 18 will henceforth read as follows:

Art. 18. Indemnification. The Fund shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Fund or, at its request, of any other corporation of which the Fund is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered

by the settlement as to which the Fund is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

As remuneration for their activities, the general meeting may allocate to the directors a fixed annual sum as directors' fees, the amount of which shall be considered as part of the general operating expenses of the Fund and which may be apportioned between the directors at their discretion.

Moreover, the directors may be reimbursed for expenses incurred for the Fund to the extent that they are deemed reasonable.

Fifth resolution

The Meeting decided to update Article 22 of the Articles of Incorporation in order to add two new cases of suspension of the Net Asset Value calculation and of the issue, conversion and redemption of shares:

- as soon as the decision to liquidate one or more Sub-Funds is taken or in case of the Fund's dissolution;
- during any period when any Sub-Fund of the Fund is a feeder of a master UCITS which is itself entitled to suspend the redemption or subscription of its shares, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities; the determination of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of shares shall be suspended within the same period of time as the master UCITS;

Article 22 will henceforth read as follows:

Art. 22. Suspension of the Net Asset Value calculation and of the issue, Conversion and Redemption of shares. For the purpose of determination of the issue, redemption and conversion prices, the Net Asset Value of shares in the Fund shall be determined as to the shares of each class of shares by the Fund from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the board of directors by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day"), provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg or in any other place to be determined by the board of directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday.

The Fund may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each Class during:

- a) any period when any of the principal stock exchanges or organized markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such Class of shares from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or
- b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such class of shares would be impracticable; or
- c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to such Class of shares; or
- d) any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange; or
- e) as soon as the decision to liquidate one or more Sub-Funds is taken or in case of the Fund's dissolution;
- f) any period when any Sub-Fund of the Fund is a feeder of a master UCITS which is itself entitled to suspend the Net Asset Value, the redemption or subscription of its shares, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities; the determination of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of shares shall be suspended within the same period of time as the master UCITS.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the CorporationFund and shall be notified to shareholders requesting purchase of their shares by the CorporationFund at the time of the filing of the written request for such purchase as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any Class of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Class of shares.

Sixth resolution

The Meeting decided to update article 28 (renamed 27) of the Articles of Incorporation in accordance with Chapter 8 of the Law concerning mergers.

Article 27 will henceforth read as follows:

Art. 27. Dissolution, Liquidation, Merger. In the event of a dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund/Class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Sub-Fund/Class in proportion of their holding of Shares in such Sub-Fund/Class.

A Sub-Fund/Class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the Sub-Fund/Class concerned, upon

a) a decision of the Board of directors if the net assets of the Sub-Fund/Class concerned have decreased below Euro 1 million or the equivalent in another currency during a certain period of time as disclosed in the Prospectus of the Fund, or if it is required by the interests of the shareholders concerned, or b) the decision of a meeting of holders of shares of the relevant Sub-Fund/Class. There shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the shares of the Sub-Fund/Class concerned.

In such event the shareholders concerned will be advised and the net asset value of the shares of the relevant Sub-Fund/Class shall be paid on the date of the compulsory redemption. The relevant meeting may also decide that assets attributable to the Sub-Fund/Class concerned will be distributed on a prorata basis to the holders of Shares of the relevant Sub-Fund/Class which have expressed the wish to receive such assets in kind.

A meeting of holders of shares of a Sub-Fund/Class may decide to amalgamate such Sub-Fund/Class with another existing Sub-Fund/Class in the Fund or to contribute the assets (and liabilities) of the Sub-Fund/Class to another undertaking for collective investment against issue of Shares of such undertaking for collective investments to be distributed to the holders of shares of Sub-Fund/Class. If such amalgamation or contribution is required by the interests of the shareholders concerned, it may be decided by the Board of directors.

However, for any merger where the merging fund would cease to exist, the merger must be decided by a meeting of shareholders of the merging fund deciding in accordance with the quorum and majority requirements provided by law.

Should the Fund cease to exist following a merger, the effective date of the merger must be recorded by notarial deed.

Insofar as a merger requires the approval of shareholders pursuant to the provisions above, only the approval of the shareholders of the sub-fund concerned shall be required.

Any merger is subject to prior authorisation by the CSSF which shall be provided with specific information as described in Article 67 of the Law, and, in particular, with the common draft terms of the proposed merger duly approved by the merging fund and the receiving fund.

The common draft terms of the proposed merger shall set out particulars precisely listed in Article 69 of the Law including but not limited to:

- a) an identification of the type of merger and of the funds involved,
- b) the background to and the rationale for the proposed merger,
- c) the expected impact of the proposed merger on the shareholders of both the merging and the receiving fund,
- d) the criteria adopted for valuation of the assets and, where applicable, the liabilities on the date for calculating the exchange ratio,
- e) the calculation method of the exchange ratio,
- f) the planned effective date of the merger,
- g) the rules applicable to the transfer of assets and the exchange of shares, respectively, and
- h) as the case may be, the Instruments of Incorporation of the newly constituted receiving fund.

In accordance with Article 70 of the Law, the depositaries of the merging and the receiving funds, insofar as they are established in Luxembourg, must verify the conformity of the particulars with the requirements of the 2010 Law and the Instruments of Incorporation of their respective fund.

In accordance with Article 71 of the Law, the merging fund established in Luxembourg shall entrust either an approved statutory auditor or, as the case may be, and independent auditor.

A copy of the reports of the approved statutory auditor or, as the case may be, the independent auditor shall be made available on request and free of charge to the shareholders of both the merging and the receiving fund and to their authoritative competent authorities.

Shareholders of the merging and the receiving fund shall be provided with appropriate and accurate information on the proposed merger so as to be able to make an informed judgment of the impact of the merger on their investment.

The decision shall be published upon the initiative of the Fund. The publication shall contain information about the new Sub-Fund/Class or the relevant undertaking for collective investment and shall be made at least 30 days before the last date for requesting redemption or, as the case may be, conversion without any charge other than those retained by the Fund to meet disinvestment costs. The shareholders right to request redemption or, as the case may be, conversion of their shares shall become effective from the moment that the shareholders of the merging fund and those of the receiving fund have been informed of the proposed merger in accordance with the above paragraph and shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio.

Once this period elapses, the decision to merge becomes binding on all shareholders who have not yet availed themselves of the above-mentioned facility.

For such class meetings, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the shares of the Class concerned.

In case of an amalgamation with an unincorporated mutual fund (fonds commun de placement) or a foreign collective investment undertaking, decisions of the Class meeting of the Sub-Fund/Class concerned shall be binding only for holders of Shares that have voted in favour of such amalgamation.

If following a compulsory redemption of all shares of one or more Sub-Funds/Classes payment of the redemption proceeds cannot be made to a former shareholder during a period of six months, then the amount in question shall be deposited with the Caisse de Consignations for the benefit of the person(s) entitled thereto until the expiry of the period of limitation.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same Sub-Fund/Class two or several Classes/Categories, the dissolution rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes/Categories of shares.

Where funds have designated a management company, legal, advisory or administrative costs associated with the preparation of the merger shall not be charged to the merging or receiving fund, or to any of their shareholders.

Further details on cross-border as well as domestic funds/sub-funds mergers are disclosed in Chapter 8 of the Law.

In the event that the Board of directors determines that it is required by the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund/Class or that a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund/Class concerned has occurred which would justify it, the reorganization of one Sub-Fund/Class of shares, by means of a division into two or more Sub-Funds/Classes, may be decided by the Board of directors. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds/Classes. Such publication will be made within one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds/Classes becomes effective.

Seventh resolution

The Meeting decided to insert a new Article 28 in the Articles of Incorporation offering the possibility for the Fund to deal in its own shares according to article 181(8) of the 2010 Law.

Article 28 will henceforth read as follows:

Art. 28. Dealing by the Fund in its own Shares. Pursuant to Article 181 (8) of the Law, any sub-fund of the Fund may subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more sub-funds of the Fund without the Fund being subject to the requirements of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, with respect to the subscription, acquisition and/or the holding by a company of its own shares, under the conditions however that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- no more than 10% of the assets that the target Sub-Funds whose acquisition is contemplated may be invested in shares of other target Sub-Funds of the Fund; and
- voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these securities are held by the Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Fund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law; and
- there is no duplication of management, subscription or repurchase fees between those at the level of the Sub-Fund of the Fund having invested in the target Sub-Fund, and this target Sub-Fund.

Eighth resolution

The Meeting decided to insert of a new Article 29 on master-feeder structures as detailed in Chapter 9 of the Law in the Articles of Incorporation.

Article 29 will henceforth read as follows:

Art. 29. Master-feeder structures. Subject to the respect of the provisions of Chapter 9 of the Law, the Fund or one of its sub-fund may become a feeder Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities ("UCITS") by investing at least 85% of its assets in shares of another UCITS or any of its sub-funds (the "Master UCITS").

The Fund or one of its sub-fund may also become a Master UCITS if it is not itself a feeder UCITS, if it does not hold units of a feeder UCITS and if it has among its shareholders at least one feeder UCITS.

The adoption of one of the other structure by the Fund shall be subject to the prior approval of the Luxembourg Supervisory Authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF"), and shall be specifically disclosed in the Fund's Prospectus and marketing communications.

Further details on master-feeder structures may be found in Chapter 9 of the Law.

Ninth resolution

The Meeting finally decided to:

- a) replace the term "Company" by the one of "Fund" in the Articles of Incorporation;
- b) replace the terms "Class" and "Sub-Class" by the ones of "Sub-Fund" or "Category" in the Articles of Incorporation, depending on the context;
- c) formally reorganize the Articles of Incorporation.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The documents having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with Us, the Notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: S. FERAUD, L. GORLINI, G. NICOLAS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juillet 2013. Relation: LAC/2013/34593. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013118546/329.

(130143879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

**Zaphir BP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Melando S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 178.141.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of July.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. Baupost Private Investments A-3, L.L.C., a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Delaware State Secretary under number 4318552,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

2. Baupost Private Investments B-3, L.L.C., a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Delaware State Secretary under number 4318553,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

3. Baupost Private Investments C-3, L.L.C., a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Delaware State Secretary under number 4318558,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

4. Baupost Private Investments BVII-3, L.L.C., a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, registered with the Delaware State Secretary under number 4318578,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

5. HB Cayman Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 105376,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

6. PB Cayman Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 105372,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

7. YB Cayman Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 105375,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

8. BVP-I Cayman VIII Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 265505,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

9. BVP-III Cayman VIII Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 265507,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

10. BVP-IV Cayman VI Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Uglund House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 265508,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Boston, on 24 July 2013.

11. Zaphir Asset Management, S.L. Unipersonal, a limited liability company formed under the laws of Spain, having its registered office at Madrid C/General Lacy 23, 28045 Madrid, Spain and with tax identification number B/84488832,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy given in Madrid, on 24 July 2013.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxy of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact that they are all the shareholders of Melando S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 178 141 (the "Company"), incorporated pursuant to a notarial deed on 13 June 2013, in the process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 15 July 2013, in the process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The general meeting of shareholders is thus regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda:

Agenda:

1. Change of the name of the Company so that it shall from now on be "Zaphir BP Holding S.à r.l.";
2. Amendment of article 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above change;
3. Amendment of article 7.4 of the articles of association of the Company so that it shall now read as follows:

" 7.4. Inter vivos, Shares may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders constituting a majority of at least three quarters of the share capital and subject to any applicable provisions of a Shareholders' Agreement.";

4. Appointment of Mr. Collin J. Beecroft as class A manager of the Company, with immediate effect and for an unlimited term;

5. Miscellaneous.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the name of the Company so that it shall from now on be "Zaphir BP Holding S.à r.l.".

Second resolution

The general meeting decides to amend article 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above change so that it shall now read as follows:

"There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "Zaphir BP Holding S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association."

Third resolution

The general meeting decides to amend article 7.4 of the articles of association of the Company so that it shall now read as follows:

" 7.4. Inter vivos, Shares may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders constituting a majority of at least three quarters of the share capital and subject to any applicable provisions of a Shareholders' Agreement.".

Fourth resolution

The general meeting decides to appoint Mr. Collin J. Beecroft, born in San Diego, California (USA), on 22 August 1961, residing professionally at The Baupost Group, LLC, 10 Saint James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, USA, as class A manager of the Company, with immediate effect and for an unlimited term.

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English and followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy of the appearing parties known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Baupost Private Investments A-3, L.L.C., une limited liability company formée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, inscrite auprès du Delaware State Secretary sous le numéro 4318552,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

2. Baupost Private Investments B-3, L.L.C., une limited liability company formée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, inscrite auprès du Delaware State Secretary sous le numéro 4318553,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

3. Baupost Private Investments C-3, L.L.C., une limited liability company formée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, inscrite auprès du Delaware State Secretary sous le numéro 4318558,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

4. Baupost Private Investments BVII-3, L.L.C., une limited liability company formée sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, inscrite auprès du Delaware State Secretary sous le numéro 4318578,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

5. HB Cayman Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 105376,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

6. PB Cayman Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 105372,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

7. YB Cayman Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 105375,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

8. BVP-I Cayman VIII Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 265505,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

9. BVP-III Cayman VIII Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 265507,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

10. BVP-IV Cayman VI Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à c/o Maples and Calder, PO Box 309, South Church Street, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 265508,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Boston, le 24 juillet 2013.

11. Zaphir Asset Management S.L. Unipersonal., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois d'Espagne, ayant son siège social à Madrid C/General Lacy 23, 28045 Madrid, Espagne, ayant le numéro d'identification fiscal B84488832, ("Zaphir Asset Management"),

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Madrid, le 24 juillet 2013.

Les procurations signées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire pour acter qu'ils sont tous les associés de Melando S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178 141 (la «Société»), constituée suivant acte notarié en date du 13 juin 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 15 juillet 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée générale des associés est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ordre du jour:

1. Changement de nom de la Société afin qu'il soit désormais «Zaphir BP Holding S.à r.l.».
2. Modification de l'article 1 des statuts de la Société pour tenir compte de la modification susmentionnée;
3. Modification de l'article 7.4 des statuts de la Société afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **7.4.** Inter vivos, les Parts Sociales seront uniquement transférables à de nouveaux Associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les Associés représentant une majorité des trois quarts du capital social et sous réserve de toutes dispositions applicables d'un Pacte d'Associés.»;

4. Nomination de Monsieur Collin J. Beecroft en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat et pour une durée illimitée;

5. Divers.

L'assemblée générale des associés, après avoir délibérée, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer le nom de la Société afin qu'il soit désormais «Zaphir BP Holding S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société pour tenir compte de la modification susmentionnée afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

«Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Zaphir BP Holding S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 7.4 des statuts de la Société afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **7.4.** Inter vivos, les Parts Sociales seront uniquement transférables à de nouveaux Associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les Associés représentant une majorité des trois quarts du capital social et sous réserve de toutes dispositions applicables d'un Pacte d'Associés.».

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Collin J. Beecroft, né à San Diego, Californie (USA), le 22 août 1961, résidant professionnellement à The Baupost Group, LLC, 10 Saint James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, USA,, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. GOBERT, J.J. WAGNER.

119456

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9987. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013118440/209.

(130143956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Openregistry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 159.319.

L'an deux mille treize, le premier août.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire, résidant à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OPENREGISTRY S.A. (ci-après la «Société»), ayant son siège social à Leudelange au 2, rue Léon Laval, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 159.319, constituée suivant acte notarié en date du 26 janvier 2011, par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 764 du 20 avril 2011 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu en date du 30 mai 2013, par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 1734 du 19 juillet 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Nicolas Giraud, demeurant professionnellement à Leudelange.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jan Jansen, demeurant professionnellement à Leudelange.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Geert Debyser, demeurant professionnellement à Leudelange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le secrétaire d'acter:

A.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 450.237,81 (quatre cent cinquante mille deux cent trente-sept euros et quatre-vingt-un cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 258.854,83 (deux cent cinquante-huit mille huit cent cinquante-quatre euros et quatre-vingt-trois cents), à EUR 709.092,64 (sept cent neuf mille quatre-vingt-douze euros et soixante-quatre cents), par la création et l'émission de 3.531 (trois mille cinq cent trente et un) nouvelles actions préférentielles de catégorie B par apport en numéraire; renonciation au droit de souscription privilégié.

2. Souscription et libération intégrale des actions nouvellement émises.

3. Modification de l'article 5 des Statuts de la société en conséquence.

4. Divers.

B.- Les noms des actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné.

Ladite liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants et le notaire, resteront également annexées au présent acte pour enregistrement.

C.- Toutes les 35.687 (trente-cinq mille six cent quatre-vingt-sept) actions étant représentées à la présente assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

D.- La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut donc délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 450.237,81 (quatre cent cinquante mille deux cent trente-sept euros et quatre-vingt-un cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 258.854,83 (deux cent cinquante-huit mille huit cent cinquante-quatre euros et quatre-vingt-trois cents) à EUR 709.092,64 (sept cent neuf mille quatre-vingt-douze euros et soixante-quatre cents) par la création et l'émission de la création et l'émission de 3.531 (trois mille cinq cent trente et un) nouvelles actions préférentielles de catégorie B sans valeur nominale.

L'Assemblée, après avoir constaté que les actionnaires ont renoncé à leur droit de souscription préférentiel, a admis à la souscription les actionnaires suivants:

Souscription et Libération

Etant entendu que chaque souscripteur souscrit par une contribution en espèces par un versement à concurrence de EUR 127,51 (cent vingt-sept euros et cinquante et un cents) par nouvelle action de catégorie B.

Sont alors intervenus aux présentes:

- Instra Corporation Pty Ltd une société de droit australien, établie et ayant son siège au 988 GPO BOX Melbourne Victoria 3001, Australie, ici représentée par Monsieur Nicolas Giraud, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 22 juillet 2013, laquelle déclare souscrire à 1.961 (mille neuf cent soixante et un) actions de catégorie B et les libérer à hauteur de 40% (quarante pourcent) par un versement en espèces de EUR 100.018,84 (cent mille dix-huit euros et quatre-vingt-quatre cents).

- 3Q Management Ltd, une société de droit britannique, établie et ayant son siège au 390 Apt Chynoweth House, Trevisson Park Blackwater TR4 8UN TRURO, Royaume-Uni, ici représentée par Monsieur Nicolas Giraud, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 11 juillet 2013, laquelle déclare souscrire à 785 (sept cent quatre-vingt cinq) actions de catégorie B et les libérer entièrement par un versement en espèces de EUR 100.095,35 (cent mille quatre-vingt-quinze euros et trente-cinq cents).

- Sensirius cvba, une société de droit belge, établie et ayant son siège social au 37 De vier vaantjes, 3000 Leuven, Belgique, ici représentée par ses administrateurs, à savoir Monsieur Jan Jansen et Monsieur Geert Debyser, laquelle déclare souscrire à 785 (sept cent quatre-vingt cinq) actions de catégorie B et les libérer entièrement par un versement en espèces de EUR 100.095,35 (cent mille quatre-vingt-quinze euros et trente-cinq cents).

Le montant de EUR 300.209,54 (trois cent mille deux cent neuf euros cinquante-quatre cents) se trouve désormais à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa l'article 5 des Statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** La Société a un capital social de EUR 709.092,64 (sept cent neuf mille quatre-vingt-douze euros soixante-quatre cents), représenté par 25.782 (vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-deux) Actions de catégorie A et 13.436 (treize mille quatre cent trente-six) Actions de catégorie B, toutes sans valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille huit cents euros (1.800,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des comparants, le présent acte est rédigé en français suivi d'une version anglaise. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, connus du notaire par leurs nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the first day of August.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, Notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the "General Meeting") of the shareholders of OpenRegistry S.A., (the "Shareholders") a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 2, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 159.319 (the "Company"), incorporated by a notarial deed drawn up on January, 26 of 2011, before Henry Hellinckx, Notary with residence in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under the number 764 of April, 20 of 2011.

The Company's articles of association have been amended for the last time on the 30th day of May 2013, by a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under the number 1734 of the 19th day of July, 2013.

The General Meeting was chaired by Mr Nicolas Giraud, residing for the purposes hereto in Leudelange, who appointed Mr Jan Jansen, residing for the purposes hereto in Leudelange as Secretary of the General Meeting.

The Meeting appointed Geert Debyser residing for the purposes hereto in Leudelange, as Scrutineer of the General Meeting.

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer formed together the Bureau.

The Bureau being thus constituted, the Chairman set forth and requested the notary to record the following:

A.- The General Meeting had the following agenda:

1. Capital increase of EUR 450,237.81 (four hundred fifty thousand two hundred thirty seven euros and eighty one cents) in order to raise it from its current capital of EUR 258,854.83 (two hundred fifty eight thousand eight hundred fifty four euros and eighty three cents) to EUR 709,092.64 (seven hundred nine thousand ninety two euros and sixty four cents), by the issuance of 3,531 (three thousand five hundred and thirty one) category B shares, by payment in cash; waiver of the preferential subscription rights.

2. Subscription and payment of the newly issued shares.

3. Amendment of article 5 of the Company's articles of association.

4. Miscellaneous.

B.- The names of the shareholders present or represented at the General Meeting and the number of shares that they hold were specified on the attendance list, signed by the Bureau, the shareholders present or represented and the Notary.

This attendance list and the powers of attorney, signed ne varietur by the appearing parties and the notary, remained annexed to the present deed to be registered with it.

C.- As the holders of all the 35,687 (thirty five thousand six hundred and eighty seven) shares representing the whole Company's share capital were represented at the General Meeting, and all declared having been informed of the General Meeting Agenda, the convening obligations were waived.

D.- The General Meeting was thus regularly formed and could deliberate on all of the agenda's items.

After having reviewed the different items on the agenda, the General Meeting took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved to increase the Company's share capital by an amount of EUR 450,237.81 (four hundred fifty thousand two hundred thirty seven euros and eighty one cents) in order to raise it from its current capital of EUR 258,854.83 (two hundred fifty eight thousand eight hundred fifty four euros and eighty three cents) to EUR 709,092.64 (seven hundred nine thousand ninety two euros and sixty four cents) by the issuance of 3,531 (three thousand five hundred thirty one) category B shares without nominal.

The Meeting further acknowledged that all shareholders expressly waived all applicable preferential subscription rights they held upon the shares being issued and agreed to the following subscriptions.

Subscription - Payment

It being agreed that each subscriber is subscribing to the Shares by a contribution in cash equal to EUR 127,51 (one hundred twenty seven euros and fifty one cents) per share.

There upon intervenes:

- Instra Corporation Pty Ltd, a limited company established at 988 GPO BOX Melbourne Victoria 3001, Australia, represented here by Nicolas Giraud, by virtue of a power of attorney given on the 22nd day of July, 2013, who subscribed to 1961 (one thousand nine hundred and sixty one) category B shares, and paid them up to 40% (forty per cent) of their issuance price by a contribution in cash of EUR 100,018.84 (one hundred thousand eighteen euros and eighty four cents).

- 3Q Management Ltd, a limited liability company, established at 390 Apt. Chynoweth House, Trevisson Park Blackwater TR4 8UN TRURO, United Kingdom, represented here by Nicolas Giraud, by virtue of a power of attorney given on the 11th day of July, 2013, who subscribed to 785 (seven hundred eighty-five) category B shares, and paid them up entirely by a contribution in cash of EUR 100,095.35 (one hundred thousand ninety five euros thirty five cents).

- Sensirius cvba, having its main place of business at 37 De vier vaantjes, 3000 Leuven, Belgium, represented here by its directors namely Mr Jan Jansen and Mr Geert Debyser, who subscribed to 785 (seven hundred eighty-five) category B shares, and paid them up entirely by a contribution in cash of EUR 100,095.35 (one hundred thousand ninety five euros thirty five cents).

The aggregate amount of EUR 300,209.54 (three hundred thousand two hundred nine euros fifty four cents) is now at the disposal of the Company, as evidenced to the undersigned Notary, who expressly acknowledged it.

Second resolution

In accordance with the above resolutions, the Meeting resolved to amend the first paragraph of article 5 of the Company Articles of Association, as follows:

“ **Art. 5.** The Company has a share capital of EUR 709,092.64 (seven hundred nine thousand ninety two euros sixty four cents), divided into 25,782 (twenty five thousand seven hundred eighty-two) category A shares and 13,436 (thirteen thousand four hundred thirty six) category B shares, both without nominal value.”

There being no further business the meeting is adjourned.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at one thousand eight hundred Euros (EUR 1,800.-)

119459

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the members of the board known to the notary by their full name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Signé: N. Giraud, J. Jansen, G. Debyser, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 5 août 2013. Relation: LAC/2013/36502. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013118478/173.

(130144063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Lonkesco Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 179.545.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth of August.

Before Us Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Lonkesco Limited, a private company limited by shares having its registered office address and effective place of management at 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, under registration process with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "Corporation").

The meeting is chaired by Mr. Guillaume SCHAEFFER employee, with professional address at Findel Business Center, Complexe B, Building C2, Route de Trèves, L-2632 Findel,

who appoints himself as secretary and the meeting elects as scrutineer Ms. Liz MANGEN, trainee, with professional address at Findel Business Center, Complexe B, Building C2, Route de Trèves, L-2632 Findel.

The meeting being lawfully convened, the chairman requests the notary to act the following:

I. Title

1) That the sole shareholder is represented and the number of its shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with these minutes.

2) As appears from the said attendance list, the entirety of the shares representing the Corporation's share capital are represented at the present extraordinary general meeting. The meeting can validly decide on all the items of its agenda.

3) The Corporation's share capital is fixed at four thousand, seven hundred and eighty-eight Euro (EUR 4,788.-) represented by four thousand, seven hundred and eighty-eight (4,788) shares of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

4) No steps have been taken pursuant to any insolvency, bankruptcy, liquidation or equivalent or analogous proceedings over the Corporation or their assets and that no voluntary winding-up or liquidation of the Corporation has been recorded at the date hereof.

II. Agenda

The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to ratify the resolutions taken by the corporate bodies of the Corporation deciding to transfer the effective management and central administration of the Corporation and its registered office from Cyprus to the Grand Duchy of Luxembourg;

2. Decision to support the decision taken by the corporate bodies of the Corporation to transfer its place of effective management and central administration with effect as of May 1st, 2013, and its registered office with effect as of May 21st, 2013, to Luxembourg and consequently adopt the Luxembourg nationality without dissolution or loss of its legal personality and without creating a new legal entity;

3. Decision to increase the share capital of the Corporation by an amount of twenty-six thousand, two hundred and twelve Euro (EUR 26,212.-) in order to raise it from its present amount of four thousand, seven hundred and eighty-eight Euro (EUR 4,788.-) to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) by the creation and issue of twenty-six thousand, two hundred and twelve (26,212) new shares of one Euro (EUR 1.-) each;

4. Complete restatement of the Corporation's articles of association in the view of its transfer and continuity in the Grand Duchy of Luxembourg under the form of a public limited liability company ("société anonyme");

5. Confirmation of the establishment of the Corporation's registered seat at 21, Allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

6. Decision to i) ratify the resignation of CCY Management Limited, as Corporation's director, and ii) to grant it discharge for the exercise of its mandate;

7. Decision to ratify the appointment of the current sole director;

8. Appointment of the statutory auditor;

9. Duration of the mandates of the sole director and the statutory auditor;

10. Reimbursement of share premium to the extent of five million, two hundred thousand Euro (EUR 5,200,000.-); and

11. Miscellaneous.

III. Resolutions

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolves to ratify that in accordance with the resolutions taken by the corporate bodies of the Corporation in Cyprus, the registered office, place of effective management and central administration of the Corporation were transferred from Cyprus to the Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The meeting resolves to support as far as necessary, the decision of the corporate bodies of the Corporation to continue the latter as a company governed by the laws of Luxembourg, by transferring its place of effective management and central administration with effect as of May 1st, 2013, and its registered office with effect as of May 21st, 2013, to Luxembourg and consequently adopt the Luxembourg nationality without dissolution or loss of its legal personality and without creating a new legal entity. All necessary actions and formalities required shall be performed at the former registered office of the Corporation to ensure that the transfer is performed in due form. Such transfer does not entail dissolution or change in the legal personality of the Company and the Company will carry on its legal existence without discontinuity, as it is evidenced by a legal opinion issued on July 31st, 2013, by EMILIOS CHR. MITSINGAS.

This transfer was subject to a report established by the independent auditor "AUDITEURS ASSOCIES", a public limited liability company having its registered office at 32, Boulevard Joseph, L-1240 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 93.937 ("AUDITEURS ASSOCIES"), and which final conclusion is as follows:

"Conclusion:

Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contributions, composed of assets and liabilities in Luxembourg, does not correspond at least in number and nominal value of the shares issued in return".

Said report, signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed hereto.

Third Resolution

The meeting resolves to increase the share capital of the Corporation by an amount of twenty-six thousand, two hundred and twelve Euro (EUR 26,212.-) in order to raise it from its present amount of four thousand, seven hundred and eighty-eight Euro (EUR 4,788.-) to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) by issue of twenty-six thousand, two hundred and twelve (26,212) new shares of one Euro (EUR 1.-) each.

Subscription - Payment

The sole shareholder of the Corporation, through its proxyholder, declared to subscribe to the entirety of all the twenty-six thousand, two hundred and twelve (26,000) new issued shares and have them fully paid up in nominal value by partial capitalization of the Corporation's share premium for the corresponding amount.

Fourth Resolution

The meeting resolves that the Corporation adopts the form of a public limited liability company under the name of Lonkesco Limited and further resolves to amend and entirely restate the articles of association of the Corporation, so as to conform them to Luxembourg law. These shall henceforth have the following wording:"

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed by the subscriber and all those who become owners of Shares issued hereafter (hereafter the «Shareholder» and collectively the «Shareholders»), a public limited liability Company «Société anonyme» (hereafter the «Corporation»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Object. The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Corporation may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Corporation is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Corporation will have the name of «Lonkesco Limited».

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in the municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the Board of Directors.

The Corporation may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares.

Art. 6. Corporate capital.

6.1. The corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The Shares may be created as registered or bearer Shares at the option of the Shareholder.

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Corporation may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of capital. The capital may be changed at any time by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 20 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Repurchase of own Shares. The Corporation may proceed to the repurchase of its own Shares in compliance with the Law.

Chapter III. Management

Art. 9. Directors, Board of Directors. The Corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three Directors. The members of the Board might be split into several categories.

If the Corporation is composed of one single Shareholder, it may be managed either by one sole Director or by several Directors, constituting a Board of Directors. The sole Director will in this case exercise the powers granted by Law to the Board of Directors.

The Directors are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of Shareholders which may at any time remove them.

The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the Shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors.

10.1. The Board of Directors elects from among its members a chairman.

10.2. The Board of Directors, if any, convenes upon call by the chairman or upon request of any two Directors, as often as the interest of the Corporation so requires.

10.3. Written notice of any meeting of the Board of Directors of the Corporation shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors of the Corporation. Written notice may be given by postal mail, telefax or e-mail. No such written notice is required if all the members of the Board of Directors of the Corporation are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each member of the Board of Directors of the Corporation. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the Board of Directors of the Corporation.

10.4. Any member of the Board of Directors of the Corporation may be represented at any meeting of the Board of Directors of the Corporation by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another director as his or her proxy.

10.5. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors of the Corporation by conference call initiated from Luxembourg or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.6. Notwithstanding the foregoing, a decision of the Board of Directors of the Corporation may also be passed in writing. Such decision shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every Director. The date of such decision shall be the date of the last signature.

Art. 11. Decisions of the Board of Directors. The Board of Directors may validly deliberate if a quorum of Directors is present or represented at such board meeting. A quorum shall be deemed to be present or represented if the majority of the Corporation's Directors is present or represented and with at least the presence or representation of one Director of each Category as the case may be. Decisions taken by the Board of Directors shall require the vote of the majority of the Directors present or represented, with at least the favorable vote of one Director of each Category as the case may be.

In the event that at any meeting the number of votes for and against a decision is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 16 below, the quorum and the voting requirements shall apply without taking into account the affected Director(s).

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The sole Director or the Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Any litigation involving the Corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

Art. 13. Binding signatures. The Corporation will be bound by the signature of its sole Director. In case the Corporation is administrated by a Board of Directors, the Corporation shall be bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the Managing Director, provided that special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 15 of the present Articles.

In case the Corporation is administrated by several categories of Directors, the Corporation will obligatorily be committed by the joint signature of one Director of each Category. Such requirement is not applicable in case one Category is prevented from voting as per Article 16 below.

Art. 14. Day-to-day management. The sole Director or The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Corporation to one or more Directors, who will be called Managing Directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Corporation or of a special branch to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either Shareholders or not.

Art. 15. Liability- Indemnification. The sole Director or the Board of Directors assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Corporation.

The Corporation shall indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Director or officer of the Corporation, or, at the request of the Corporation, of any other Corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Director or officer may be entitled.

Art. 16. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Corporation and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Director or any officer of the Corporation has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation conflicting with the interest of the Corporation, he shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s).

Art. 17. Powers of the General Meeting of the Shareholders. If the Corporation is composed of one single Shareholder, the latter exercises the power granted by Law to the General meeting of Shareholders.

Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Corporation shall represent the entire body of Shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Corporation.

Art. 18. Annual general meeting of the shareholders. The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Corporation or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday of May at 2:00 PM Luxembourg time of each year. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the Shareholders of the Corporation may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors of the Corporation, exceptional circumstances so require.

Art. 19. Other meetings of the shareholders. Other meetings of the Shareholders of the Corporation may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 20. Procedure, Vote.

20.1. Each Share is entitled to one vote.

20.2. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, decisions at a meeting of the Shareholders of the Corporation duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

20.3. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, decisions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the Shareholders present or represented.

20.4. However, the nationality of the Corporation may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders, if any.

20.5. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Corporation by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

20.6. Any Shareholder may participate in a meeting of the Shareholders of the Corporation by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

20.7. If all the Shareholders of the Corporation are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Corporation, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Chapter V. Supervision

Art. 21. Statutory auditors. The operations of the Corporation shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of Shareholders of the Corporation which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of Shareholders of the Corporation with or without cause.

Chapter VI. Accounting Year, Allocation of Profits

Art. 22. Financial Year. The accounting year of the Corporation starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 23. Appropriation of profits. After deduction of any and all of the expenses of the Corporation and the amortization, the credit balance represents the net profit of the Corporation.

On the net profit, five percent (5,00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00%) of the capital of the Corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the Law.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Corporation may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders, which will specify their powers and fix their remuneration.

Chapter VIII. Applicable Law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments thereto".

Fifth Resolution

The meeting resolves to confirm the establishment of the Corporation's registered office at 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with effect as of May 21st, 2013.

Sixth Resolution

The meeting resolves to ratify the resignation of the following director with effect as of June 28th, 2013 (as of 11:59 PM) and grant it discharge for the exercise of its mandate until the effective date:

- CCY Management Limited

Seventh Resolution

The meeting resolves to ratify the appointment of the following person as Corporation's sole director with effect as of May 1st, 2013 (as of 12:01 AM):

- Luxembourg Corporation Company S.A., a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 37.974, duly represented by its permanent representative, namely Mrs. Catherine Noens, born on July 26th, 1975, in Chénée, Belgium, having her professional address at 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Eighth Resolution

The meeting resolves to appoint AUDITEURS ASSOCIES, a public limited liability company having its registered address at 32, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, as statutory auditor of the Corporation.

Ninth Resolution

The mandate of the current sole director of the Corporation as well as the mandate of the statutory auditor shall terminate at the occasion of the annual general meeting of the Corporation's sole shareholder to be held in order to approve the Corporation's 2013 annual accounts.

Tenth Resolution

The meeting resolves to proceed with the reimbursement of share premium to the extent of five million, two hundred thousand Euro (EUR 5,200,000.-).

IV. Ratification and Confirmation

The appearing entity has requested the undersigned notary to act and to authenticate, in accordance with the requirements of Luxembourg Law on Commercial Companies dated August 10th, 1915 (the "Law"), the ratification and confirmation, without qualification, nothing withheld or excepted, of all the resolutions made hereabove by the general meeting of the Corporation as of the date hereof.

Consequently, the transfer of the effective management and central administration of the Corporation is realized with effect as of May 1st, 2013, and the establishment of the registered office of the Corporation at 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg is realized with effect as of May 21st, 2013.

The Corporation will thus be subject to Luxembourg law, according to article 159§2 of the Law.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the French version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le neuf août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

Est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société Lonkesco Limited, une société limitée par actions constituée selon les lois chypriotes, ayant son siège de direction effective et d'administration centrale ainsi que son siège social au 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Guillaume SCHAEFFER, employé, ayant son adresse professionnelle à Findel Business Center, Complexe B, Building C2, Route de Trèves, L-2632 Findel,

qui se désigne lui-même comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Liz MANGEN, stagiaire, ayant son adresse professionnelle à Findel Business Center, Complexe B, Building C2, Route de Trèves, L-2632 Findel.

L'assemblée étant valablement constituée, le président déclare et prie le notaire d'acter comme suit:

I. Exposé

1) L'actionnaire unique présent et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

2) Il appert de cette liste de présence que la totalité des actions représentant le capital social de la Société est représentée à l'assemblée générale extraordinaire. L'assemblée générale peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

3) Le capital social de la Société est fixé à quatre mille, sept cent quatre-vingt-huit euros (EUR 4.788,-) représenté par quatre mille, sept cent quatre-vingt-huit (4.788) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

4) La Société n'a jamais été déclarée en faillite ou en procédure de conciliation ou de liquidation de ses avoirs, n'est pas en cours de fusion ou d'absorption par restructuration, liquidée ou dissoute.

II. Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée générale est le suivant:

1. Ratification des résolutions prises par les organes compétents de la Société décidant de transférer le siège social de la Société ainsi sa direction effective et son administration centrale de Chypre au Grand-Duché de Luxembourg;

2. Décision de confirmer et soutenir les décisions prises par les organes compétents de la Société transférant le siège de direction effective et l'administration centrale avec effet au 1^{er} mai 2013, ainsi que le siège social de la Société avec effet au 21 mai 2013, au Luxembourg et par conséquent adoption par la Société de la nationalité luxembourgeoise sans qu'il y ait lieu de procéder à sa dissolution ou à la perte de sa personnalité morale et à la création d'une nouvelle entité;

3. Décision d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de vingt-six mille, deux cent douze euros (EUR 26.212,-) afin de le porter de son montant actuel de quatre mille, sept cent quatre-vingt-huit euros (EUR 4.788,-) à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) par la création et émission de vingt-six mille, deux cent douze (26.212) nouvelles actions d'un euro (EUR 1,-) chacune;

4. Refonte complète des Statuts de la Société en vue de son transfert et de sa continuité au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme;

5. Confirmation de l'établissement du siège social au 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

6. Décision de i) ratifier la démission de CCY Management Limited, en tant qu'administrateur de la Société, et ii) de lui donner quitus pour l'exercice de son mandat;

7. Décision de ratifier la nomination de l'administrateur unique actuel;

8. Nomination du commissaire aux comptes;

9. Durée des mandats de l'administrateur unique ainsi que du commissaire aux comptes;

10. Remboursement de la prime d'émission d'un montant de cinq millions, deux cent mille euros (EUR 5.200.000,-); et

11. Divers.

III. Résolutions

L'assemblée ayant approuvé les déclarations qui précèdent, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première Résolution

Conformément aux décisions prises par les organes compétents de la Société, le siège de direction effective et l'administration centrale ainsi que le siège social de la Société sont transférés de Chypre au Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'assemblée a décidé de confirmer et soutenir, dans la mesure du nécessaire, les décisions des organes compétents de la Société décidant de sa continuité comme une société régie par le droit luxembourgeois en transférant le siège de direction effective et l'administration centrale, avec effet au 1^{er} mai 2013, ainsi que son siège social avec effet au 21 mai 2013, au Grand-Duché du Luxembourg. La Société adoptera la nationalité luxembourgeoise sans qu'il y ait lieu de procéder à sa dissolution ou à la perte de sa personnalité morale et à la création d'une nouvelle entité. Toutes les démarches et formalités seront entreprises au lieu d'établissement de l'ancien siège social afin d'assurer la réalisation du transfert de ce dernier en bonne et due forme.

Ledit transfert n'opère pas dissolution ou changement de la personnalité juridique de la Société et la Société continuera d'exister sans discontinuité, tel qu'il a été démontré par une opinion juridique émise le 31 juillet 2013 par EMILIOS CHR. MITSINGAS.

Ce transfert du siège social fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises «AUDITEURS ASSOCIES», une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à 32, Boulevard Joseph, L-1240 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 93.937 («AUDITEURS ASSOCIES»), et dont la conclusion est la suivante:

«Conclusion:

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports, constituée d'actifs et passifs transférés à Luxembourg, ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie».

Ledit rapport, signé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Troisième Résolution

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de vingt-six mille, deux cent douze euros (EUR 26.212,-) afin de le porter de son montant actuel de quatre mille, sept cent quatre-vingt-huit euros (EUR 4.788,-) à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), par la création et l'émission de vingt-six mille, deux cent douze (26.212) nouvelles actions d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Souscription - Paiement

L'actionnaire unique de la Société, par son mandataire, déclare souscrire à la totalité des vingt-six mille, deux cent douze (26.212) nouvelles actions et les libérer intégralement à leur valeur nominale par capitalisation partielle de la prime d'émission de la Société pour le montant correspondant.

Quatrième Résolution

L'assemblée décide que la Société adoptera la forme d'une société anonyme sous la dénomination de Lonkesco Limited et de refondre en totalité les statuts de la Société pour les mettre en conformité avec la loi luxembourgeoise, lesquels statuts auront désormais la teneur suivante:

«Chapitre I^{er}. Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions émises (ci-après l'«Actionnaire» ou les «Actionnaires»), une société anonyme qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, billets, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «Lonkesco Limited».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II.- Capital, Actions

Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Les actions peuvent être soit enregistrées, soit au porteur, au choix de l'Actionnaire.

6.2. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des Actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Rachat d'actions propres. La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Chapitre III. Administration

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Les membres du Conseil peuvent être scindés en plusieurs catégories.

Si la Société comporte un seul Actionnaire, elle peut être dirigée par un Administrateur unique ou par plusieurs Administrateurs composant un Conseil d'Administration. L'Administrateur unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus au Conseil d'Administration.

Les Administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des Actionnaires, et sont toujours révocables par elle.

Le nombre des Administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président.

10.2. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur convocation de deux Administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

10.3. Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration de la Société sera donné à tous les Administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les Administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque Administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.4. Tout Administrateur pourra se faire représenter aux Conseil d'Administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre Administrateur comme son mandataire.

10.5. Tout Administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration de la Société par conférence téléphonique initiée depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

10.6. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration de la Société. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 11. Décisions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut délibérer valablement si un quorum d'Administrateurs est présent ou représenté à ce conseil. Ce quorum est réputé présent ou représenté si la majorité des Administrateurs de la Société est présente ou représentée, un Administrateur de chaque catégorie devant au moins être présent ou représenté le cas échéant. Les décisions prises par le Conseil d'Administration nécessitent le vote de la majorité des Administrateurs présents ou représentés, parmi lequel le vote affirmatif d'au moins un Administrateur de chaque catégorie, si le Conseil d'Administration est divisé en catégories.

En cas de ballottage lors d'une réunion, le président du Conseil d'Administration aura voix prépondérante.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 16 ci-dessous, les exigences de quorum s'appliqueront sans prendre en compte le ou les Administrateurs concernés.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration de la Société. L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un Administrateur-Délégué à ces fins.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de son Administrateur unique. Si la Société est administrée par un Conseil d'Administration, elle est engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs, ou par la seule signature d'un Administrateur-Délégué, sans préjudice des décisions à prendre

quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'article 15 des Statuts.

Si la Société est administrée par plusieurs catégories d'Administrateurs, la Société sera obligatoirement liée par la signature conjointe d'un Administrateur de chaque catégorie. Ces exigences ne sont pas applicables lorsqu'une catégorie d'Administrateur est empêchée de voter conformément à l'article 16 ci-dessous.

Art. 14. Gestion journalière. L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Administrateurs qui prendront la dénomination d'Administrateurs-Délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs Administrateurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, Actionnaires ou non.

Art. 15. Responsabilité, Indemnisation. Les Administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout Administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité d'Administrateur ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un Actionnaire ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 16. Conflit d'intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront Administrateur, Actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'Actionnaire unique ou des Actionnaires au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Chapitre IV. Actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires. Si la Société est composée d'un Actionnaire unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Assemblée générale annuelle des Actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra, conformément à la Loi, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le second mardi de mai de chaque année à 14:00, heure de Luxembourg. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 19. Autres assemblée générale des Actionnaires. Les autres assemblées générales des Actionnaires de la Société pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 20. Procédure, vote.

20.1. Chaque action donne droit à une voix.

20.2. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

20.3. Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée des Actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des Actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires présents ou représentés.

20.4. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires, s'il y en a.

20.5. Chaque Actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

20.6. Tout Actionnaire peut participer aux assemblées générales des Actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou Actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

20.7. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Chapitre V. Surveillance

Art. 21. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société.

Chapitre VI. Année Sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Exercice social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour-cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le Conseil d'Administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VIII. - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi».

Cinquième Résolution

L'assemblée décide de confirmer l'établissement du siège social de la Société au 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 21 mai 2013.

Sixième Résolution

L'assemblée décide de ratifier la démission de l'administrateur suivant de la Société avec effet au 28 juin 2013 (23h59) et décide de lui donner quitus pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date d'effet:

- CCY management Limited

119471

Septième Résolution

L'assemblée décide de ratifier la nomination de la personne suivante en tant qu'administrateur unique de la Société avec effet au 1^{er} mai 2013 (00h01):

- Luxembourg Corporation Company S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37.974, dûment représentée par son représentant permanent, Madame Catherine Noens, née le 26 juillet 1975, à Chênée, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Huitième Résolution

L'assemblée décide de nommer AUDITEURS ASSOCIES, une société anonyme ayant son siège social au 32, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, en qualité de commissaire aux comptes de la Société.

Neuvième Résolution

La durée du mandat de l'administrateur unique actuel ainsi que du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique pour l'approbation des comptes annuels de l'année 2013.

Dixième Résolution

L'assemblée décide de procéder au remboursement de la prime d'émission pour un montant de cinq millions, deux cent mille euros (EUR 5.200.000,-).

Ratification et Confirmation

La comparante a requis le notaire d'acter et d'authentifier conformément aux prescriptions de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915 (la «Loi»), la ratification et la confirmation, sans réserves, sans exclusion ou exception, de toutes les résolutions prises par décision de l'actionnaire unique de la Société en date de ce jour.

Le transfert du siège de direction effective et l'administration centrale et l'établissement du siège social de la Société au 21, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, sont réalisés respectivement avec effet au 1^{er} mai 2013 et au 21 mai 2013.

La Société sera soumise au statut établi par l'article 159§2 de la Loi.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version française seule fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu aux personnes comparantes connues du notaire par leurs Noms, Prénoms, état civil et résidences, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. SCHAEFER, L. MANGEN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 09 août 2013. Relation: ECH/2013/1526. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 16 août 2013.

Référence de publication: 2013118415/654.

(130143642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Trade Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 43, rue Siggy Vu Letzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 162.734.

L'an deux mille treize, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

ont comparu:

1) Madame Sonja TOUSCH-FRANSSSENS, éducatrice graduée, demeurant à L-5337 Moutfort, 6. Leh'oicht, et

2) Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER, salarié, demeurant à L-7209 Walferdange, 4, rue Grande-Duchesse Charlotte,

déclarant être les seuls associés de la société à responsabilité limitée «TRADE IMMO S.à r.l.», avec siège social à L-1933 Luxembourg, 43, rue Siggy vu Lëtzebuerg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 162.734,

constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederanven, en date du 3 août 2011, publié au Mémorial, Registre des Sociétés et Associations C numéro 2382 du 5 octobre 2011. Les statuts en ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 22 novembre 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 306 du 7 février 2013.

Lesquels comparants ont déclaré se réunir en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de modifier l'article 9 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale pour une durée indéterminée.

À moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Les pouvoirs de signature des gérants à l'égard des tiers sont déterminés lors de leur nomination.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoirs, associés ou non, pouvant agir au nom et pour le compte de la société, dans la limite des pouvoirs conférés dans l'acte de nomination.

Deuxième résolution

L'Assemblée confirme le mandat des gérants suivants:

- 1) Madame Sonja TOUSCH-FRANSSSENS, éducatrice graduée, demeurant à L-5337 Moutfort, 6. Leh'oicht, et
- 2) Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER, salarié, demeurant à L-7209 Walferdange, 4, rue Grande-Duchesse Charlotte, et fixe leur pouvoir de signature comme suit:

La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 800.-

Don t acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. TOUSCH-FRANSSSENS, J.-P. SCHNEIDER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juillet 2013. Relation: LAC/2013/34862. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013118580/50.

(130144016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2013.

Aberro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013117766/13.

(130143493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.
